

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 803/ Août 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^E TRIMESTRE 2024

Le deuxième trimestre 2024 est marqué par une nette décélération de l'inflation en glissement trimestriel, à 0,11 % contre 1,02 % au trimestre précédent, soit son niveau le plus bas enregistré depuis début 2021. Cette évolution s'explique principalement par la diminution des prix alimentaires et notamment des fruits et des légumes. Elle suit avec un décalage le ralentissement de l'inflation alimentaire observé au premier trimestre dans l'Hexagone et au Canada. La diminution des prix de l'énergie suite à la baisse des prix des carburants a également contribué à la décélération de l'inflation sur le trimestre.

Malgré cette désinflation, les importations de biens de consommation à destination des ménages, en particulier les biens alimentaires et non durables, ont reculé au cours du trimestre. En revanche, les importations de biens d'investissement à destination des entreprises se sont redressées, soutenues par une hausse des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires, liées au lancement des travaux d'élargissement du quai Avel Mad à Miquelon. Elles demeurent toutefois inférieures à leur niveau de juin 2023. Les importations à destination du secteur du BTP notamment restent en deçà de leurs tendances passées.

Le secteur du tourisme a poursuivi sa croissance, avec une augmentation significative de la fréquentation touristique, notamment grâce au retour des croisiéristes dès le mois de juin. Le secteur de la pêche a quant à lui connu un redressement sur le trimestre, mais le bilan de la filière halieutique est mitigé sur l'ensemble de la saison avec des prises inférieures à l'attendu sur certaines espèces.

La consommation des ménages se contracte en dépit d'un net ralentissement de l'inflation en glissement trimestriel

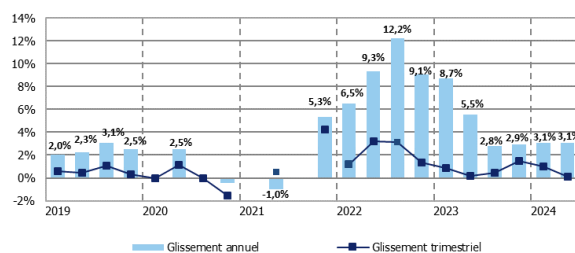
L'inflation ralentit nettement en glissement trimestriel

Le rythme de la hausse des prix a significativement ralenti en glissement trimestriel (g.t.) sur l'archipel au deuxième trimestre 2024. Après avoir atteint 1,02 % au premier trimestre, elle est redescendue à 0,11 % au deuxième trimestre, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis début 2021.

L'évolution des prix à la consommation au cours du trimestre a été principalement influencée par la baisse des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (-0,8 % en g.t. contre +1,2 % au trimestre précédent). Cette diminution s'explique en grande partie par la chute des prix des fruits (-5,9 %) et des légumes (-6,7 %). Cette tendance baissière des prix alimentaires suit avec un léger décalage celle observée au premier trimestre dans l'Hexagone (-0,2 %) et au Canada (+0,5 %). Le ralentissement de l'inflation est également perceptible dans les secteurs des produits manufacturés (+0,3 % après +1,5 %) et des services (+0,4 % après +0,6 %). Toutefois, il a été partiellement compensé par la hausse des prix des véhicules (+2,5 %) et des services de restauration (+2,0 %). Enfin, la diminution des prix de l'énergie (-1,0 %), principalement due à la baisse des prix des carburants (-4,8 %), a contribué à modérer l'inflation globale. Les prix de l'électricité et du fioul de chauffage sont restés stables sur la période considérée.

En glissement annuel (g.a.), l'inflation s'élève à 3,1 % au deuxième trimestre, un niveau stable par rapport au trimestre précédent. Cette stabilité globale masque toutefois des évolutions contrastées entre les différents postes de l'indice des prix. Le ralentissement de la hausse des prix dans l'alimentation (+2,0 % en g.a. après +4,9 % à la fin mars 2024) a contribué à modérer l'inflation générale. Néanmoins, cette atténuation a été compensée par l'accélération de l'inflation dans les produits manufacturés

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : Préfecture

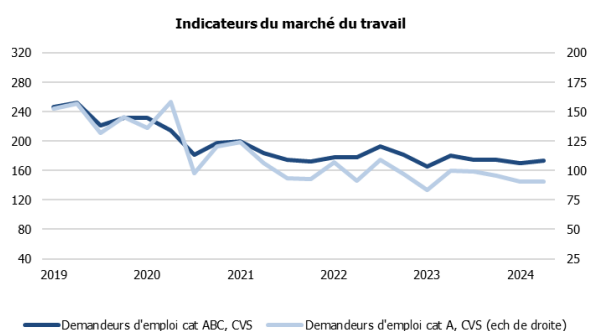
(+4,7 %), notamment en raison de la forte hausse des prix de l'électricité (+19,4 %) et du fioul de chauffage (+3,7 %). Les prix des services, quant à eux, ont poursuivi leur progression à un rythme similaire à celui observé au trimestre précédent (+2,2 % en glissement annuel). À la fin du mois de juin 2024, le niveau de l'inflation dans l'archipel demeure supérieur à celui relevé au niveau national (2,2 % en g.a.).

Le nombre de demandeurs d'emploi reste stable

Au deuxième trimestre 2024, les indicateurs du marché du travail sont toujours très bien orientés.

Fin juin 2024, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) de catégorie ABC s'élève à 157 personnes, en très faible hausse sur un an (+2 DEFM). Le nombre de DEFM de catégorie A, quant à lui, diminue très légèrement (-2 DEFM) pour s'établir à 73 personnes. L'analyse avec correction des variations saisonnières (CVS, voir graphique) montre une légère hausse du nombre de DEFM de catégorie ABC (+2,6 % en g.t.) alors que le nombre de DEFM de catégorie A reste relativement stable (-0,3 % en g.t.)

Par ailleurs, 80 nouvelles offres d'emploi ont été enregistrées au cours du deuxième trimestre par France Travail, contre 83 au cours de la même période en 2023.

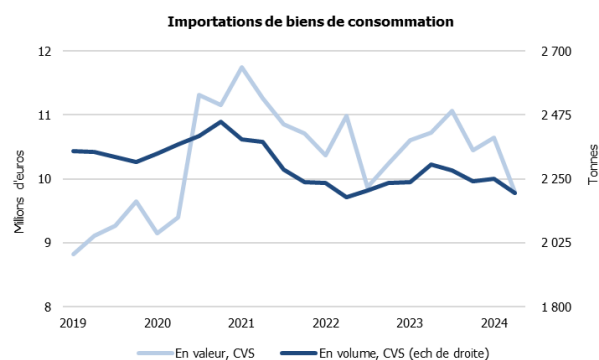


Sources : France Travail, CVS IEDOM

La consommation des ménages se contracte

Au deuxième trimestre 2024, la consommation des ménages recule. Sur trois mois, les importations de biens de consommation (CVS) diminuent de 8,0 % en valeur et de 2,2 % en volume, contre des hausses respectives de 1,8 % et 0,4 % au trimestre précédent. Celles-ci s'élèvent à 9,8 millions d'euros, soit un niveau sensiblement équivalent à celui enregistré au troisième trimestre 2022.

Cette évolution s'explique en grande partie par la baisse des importations de biens alimentaires, qui ont chuté de 14,1 % en valeur et de 1,5 % en volume. Par ailleurs, les importations d'autres biens de consommation non durables ont enregistré une baisse plus marquée en volume (-49,2 %) qu'en valeur (-7,2 %). À l'inverse, les importations de biens de consommation durables ont légèrement augmenté, tant en valeur (+0,4 %) qu'en volume (+7,2 %).



Sources : Douanes, CVS IEDOM

Sur un an, la tendance est similaire : les importations de biens de consommation diminuent de 8,6 % en valeur et de 4,3 % en volume, principalement en raison du recul des importations de biens alimentaires (-7,7 % en valeur et -2,8 % en volume).

En cumul depuis le début de l'année 2024, les importations de biens de consommation ont connu une baisse de 4,6 % en valeur et de 2,9 % en volume. Cette contraction est principalement due à une réduction des importations de biens alimentaires (-2,5 % en valeur et -1,5 % en volume) et des biens non durables (-6,8 % en valeur et -22,1 % en volume), notamment des vêtements et dans une moindre mesure des chaussures. Les importations de biens durables, bien que leur volume ait augmenté de 5,3 %, ont également subi une baisse globale en valeur de 6,3 %, principalement en raison de l'évolution contrastée des importations de meubles (-13,2 % en valeur et +21,6 % en volume).

Enfin, en ce qui concerne les immatriculations de véhicules de tourisme, elles augmentent de 6,5 % sur trois mois et de 23,7 % sur un an. En parallèle, l'encours des crédits à la consommation (CVS) est stable à 27,0 millions d'euros mais sa croissance ralentit en glissement trimestriel (+0,3 % en g.t. après +1,8 % au premier trimestre 2024), et en glissement annuel (+4,0 % après +6,7 % au premier trimestre 2024).

L'investissement des entreprises rebondit en glissement trimestriel mais reste inférieur aux trois années précédentes

Au deuxième trimestre 2024, les importations de biens d'investissement s'intensifient en glissement trimestriel et atteignent 10,3 millions d'euros (+24,1 %). En revanche, elles sont en repli de 10 % sur un an.

Cette croissance sur 3 mois est principalement tirée par les importations de biens d'équipement qui atteignent 5,4 millions d'euros (+12,3 % en g.t.). Les importations d'engins mécaniques notamment, augmentent pour le deuxième trimestre consécutif, à 2,1 millions d'euros. En parallèle, les importations de biens intermédiaires augmentent de 40,4 % en valeur et de 532,6 % en volume du fait de l'acheminement de matériaux d'enrochement pour les travaux d'élargissement du quai Avel Mad à Miquelon. Environ 8,6 tonnes de roches en provenance du Nouveau-Brunswick ont ainsi été importées au cours de la période.

Sur un an, les importations de biens d'équipement enregistrent une légère baisse en valeur (-0,7 %) tandis que les importations de biens intermédiaires connaissent un recul plus marqué (-18,5 %). Cette évolution s'explique en partie par le repli des importations d'engins mécaniques qui ont diminué de -21,9 % par rapport à la même période l'année précédente. De plus, le secteur de la construction a été impacté par la baisse des importations de ciment en valeur (-92,3 %) pesant ainsi sur la baisse des importations de biens intermédiaires.

Enfin, l'encours bancaire de crédits d'investissement enregistre sa quatrième baisse consécutive en glissement trimestriel pour atteindre 40,8 millions d'euros contre 45,8 millions d'euros à la fin juin 2023 (-10,9 %).

Les importations diminuent fortement sur le trimestre

Au deuxième trimestre 2024, les importations totales à destination de l'archipel (CVS) sont en nette baisse en valeur (-15,0 % en g.t.), du fait notamment de la contraction des importations de biens de consommation (-8,0 %, CVS). Les importations de combustibles progressent quant à elles en valeur (+11,2 %) et en volume (+12,2 %).

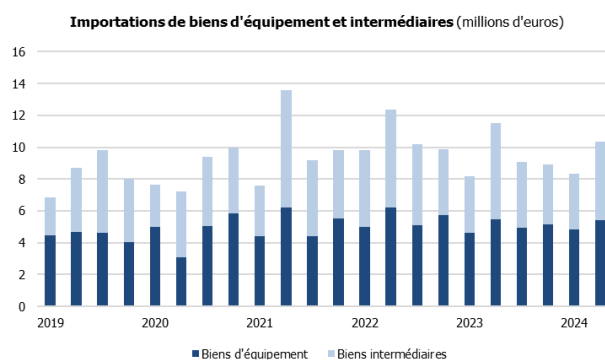
Les exportations déclarées sont en hausse sur le trimestre (+4,8 % en valeur). Elles s'élèvent à un peu plus de 1,4 million d'euros.

Sur un an, les importations diminuent de 15,6 % en valeur (CVS) en lien avec la baisse conjointe des importations de biens de consommation (-8,6 %, CVS) et d'investissement (-10,0 %). Les importations de combustibles ont légèrement fléchi sur un an, avec une baisse de 0,9 % en valeur. Cette diminution s'accompagne d'une baisse plus prononcée des volumes importés, qui ont reculé de 7,4 %.

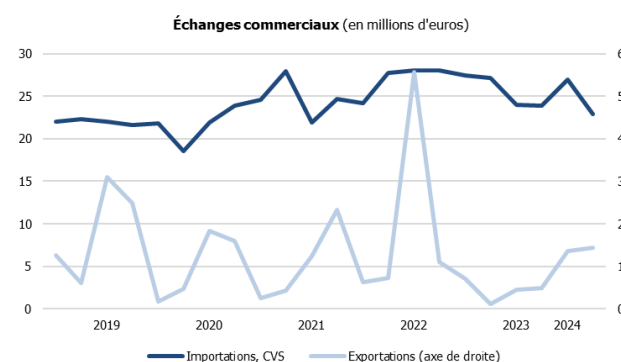
La parité EUR/CAD reste favorablement orientée au deuxième trimestre

Au cours du deuxième trimestre 2024, le taux de change de l'euro par rapport au dollar canadien (EUR/CAD) a peu évolué et s'est maintenu à un niveau similaire à celui du mois de mars 2024.

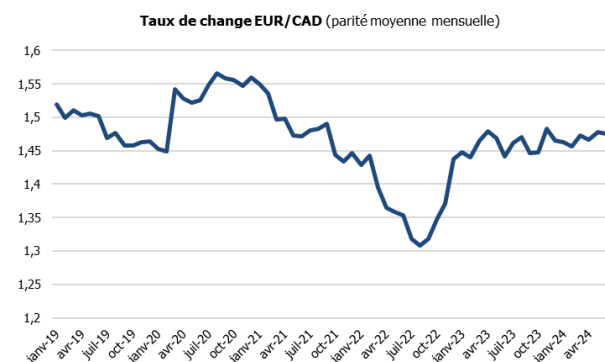
En moyenne, l'euro s'est échangé contre 1,4730 dollar canadien sur la période, marquant une légère appréciation de 0,6 % par rapport au trimestre précédent et de 0,7 % sur un an.



Source : Douanes



Source : Douanes



Source : Banque de France

Un bilan sectoriel en demi-teinte

Le secteur halieutique se redresse mais le bilan reste mitigé

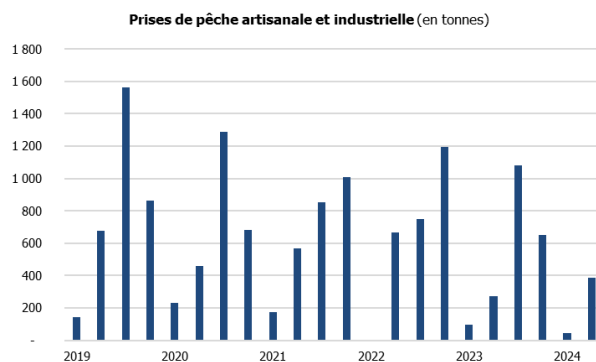
Après deux trimestres consécutifs de baisse significative, le secteur de la pêche a connu un redressement au cours du deuxième trimestre 2024, avec une augmentation de 40,7 % de ses prises par rapport à la même période en 2023, portant le total à près de 386 tonnes.

Cette hausse est essentiellement portée par l'augmentation des prises de crabe des neiges qui s'élèvent à près de 295 tonnes (+19,8 %). Mais en 2023, près de 206 tonnes de crabe des neiges avaient été pêchées au mois de juillet alors qu'en 2024, un peu moins de 44 tonnes ont été collectées. Sur l'ensemble des sept premiers mois de l'année, les prises sont en repli de 25 %. En raison d'une saison de pêche globalement décevante sur le crabe des neiges, la pêche à l'holothurie a démarré dès le mois de juin avec près de 40 tonnes collectées alors qu'en 2023, cette espèce n'a pas été pêchée avant le mois d'août. La pêche à la coquille a de son côté été plus favorable avec une progression de la collecte de près de 22,8 tonnes au deuxième trimestre par

rapport à la même période l'année dernière. En revanche, les captures de homards sont en baisse sur un an (-16,5 %). Par ailleurs, le trimestre a été marqué par la campagne de pêche d'un armateur français dans les eaux internationales de l'OPANO.

Au total, le niveau des prises au deuxième trimestre 2024 se situe en dessous des totaux enregistrés entre 2019 et 2022 à cette même période de l'année, cela s'explique notamment par l'arrêt de la pêche de la limande, de la coquille, de la raie et du flétan noir (dans la zone 2J) de la filière industrielle.

Enfin sur douze mois, les prises cumulées atteignent 2 160 tonnes à la fin juin 2024, soit une diminution de 6,6% par rapport à l'année précédente.

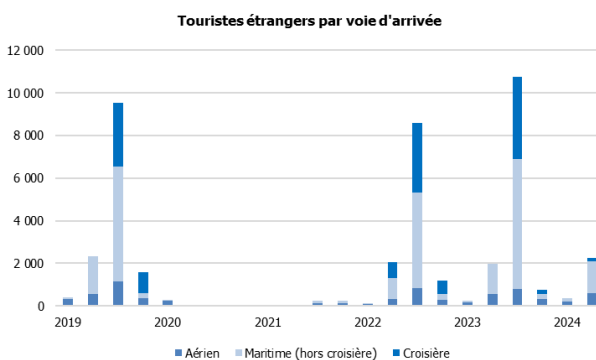


Source : DTAM / Pôle Maritime

La fréquentation touristique enregistre une nouvelle hausse sur un an

Le deuxième trimestre 2024 a été marqué par une hausse de 14,1 % de la fréquentation touristique étrangère sur l'archipel, avec 2 272 voyageurs recensés. Cette croissance s'explique en grande partie par l'arrivée de 189 croisiéristes, essentiellement canadiens, au cours du mois de juin, alors qu'aucun croisiériste n'avait été enregistré sur le territoire à cette même période en 2023.

Hors croisiéristes, la fréquentation touristique étrangère a également progressé de 4,6 % en glissement annuel, tant par voie maritime (+3,9 %) qu'aérienne (+6,5 %). L'ensemble des nationalités a contribué à cette hausse globale, avec une croissance particulièrement marquée pour les touristes de diverses nationalités (+36,1 %), tandis que les arrivées de Canadiens et d'Américains ont progressé plus modérément (+2,2 % et +2,0 % respectivement).



Source : Police aux frontières

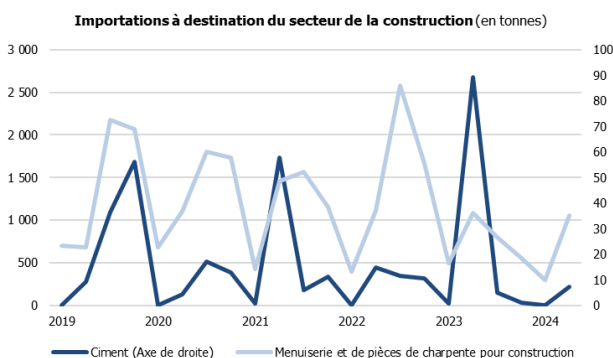
Bien que le nombre total de visiteurs au deuxième trimestre 2024 reste inférieur de 2,1 % à celui enregistré en 2019, hors croisiéristes, il dépasse nettement (+11,2 %) le flux de visiteurs moyen enregistré entre 2014 et 2023 (hors années 2020-2021). En cumul depuis le début de l'année 2024, 2 635 touristes étrangers se sont rendus à Saint-Pierre-et-Miquelon contre 2 251 durant la même période de l'année 2023, soit une hausse de 17,1 % en g.a.

L'activité dans le secteur du BTP reste inférieure aux niveaux constatés au cours des années précédentes

L'activité dans le secteur du BTP reste en retrait par rapport aux niveaux constatés entre 2016 et 2023.

Les importations de ciment s'élèvent à 222 tonnes contre 295 tonnes en moyenne de 2016 à 2023, en excluant les gros chantiers de 2021 et 2023, à cette même période de l'année.

Le volume d'importations de menuiserie et de pièces de charpente est, quant à lui, tout proche de son niveau d'il y a un an (35 tonnes contre 36 en 2023). Il est, en revanche, un peu inférieur par rapport à sa valeur moyenne de 2016 à 2023 à cette même période de l'année, qui est de 38 tonnes.



Source : Douanes

La conjoncture régionale et internationale

L'INFLATION RALENTIT AU CANADA

L'**indice des prix à la consommation** a enregistré une hausse de 2,7% en glissement annuel en juin 2024, marquant un léger ralentissement par rapport à mars (2,9%). Cette évolution est principalement due à la baisse de l'inflation des biens (+0,3 % en g.a. après +1,1 % en g.a. au premier trimestre 2024), notamment de l'essence (+0,4 % en g.a. après +4,5 % en g.a.). Cette dernière est consécutive à la baisse des cours du pétrole, liée aux décisions de l'OPEP+ de réduire progressivement les coupes de production, ainsi qu'à la reprise de l'activité dans certaines raffineries avec la fin des programmes de maintenance. En revanche, la composante services a continué d'accélérer (+4,8 % après +4,5 %), soutenue par une demande dynamique. La Banque du Canada estime que l'inflation devrait passer sous la barre des 2,5 % dans la deuxième moitié de 2024. L'inflation devrait ensuite augmenter légèrement, à 2,5 % en moyenne dans la première moitié de 2025, pour ensuite renouer durablement avec la cible de 2 % dans la deuxième moitié de 2025. Compte tenu de ces progrès en matière d'inflation, le 5 juin 2024, la Banque du Canada a abaissé son taux directeur de 25 points de base, soit à 4,75 %.

Le **taux de chômage canadien** a atteint 6,4 % en mars 2024, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport au mois précédent, marquant ainsi son plus haut niveau depuis janvier 2022. Bien que **l'emploi** ait progressé de près de 38 500 postes en moyenne par mois au cours du deuxième trimestre, notamment grâce à une forte croissance en avril (+90 000), le taux d'emploi a diminué de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 61,1 % en juin. Cette situation s'explique principalement par l'arrivée de nouveaux travailleurs sur le marché qui peinent à trouver un emploi.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada

L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE RESISTE MAIS L'INFLATION PERSISTE

L'économie mondiale demeure résiliente dans l'ensemble. Elle échappe à la récession annoncée suite à la pandémie de Covid-19 et semble se diriger vers un « atterrissage en douceur » selon le FMI. Les dernières estimations prévoient une croissance mondiale stable en 2024, autour des 3,2 % déjà observés en 2023. L'inflation devrait toutefois baisser moins rapidement qu'estimé lors des prévisions d'avril 2024. En particulier, la hausse des prix des services freine la désinflation et ralentit le desserrement de la politique monétaire. La dernière édition du World Economic Outlook évoquait également le creusement des disparités entre les pays avec notamment une croissance particulièrement forte aux Etats-Unis. Toutefois, la croissance observée au premier trimestre 2024 atténue cette perspective. Le taux de croissance s'est en effet avéré être supérieur aux attentes dans de nombreux pays, mais plus faible que prévu aux Etats-Unis et au Japon.

Les prévisions concernant la croissance américaine sont légèrement revues à la baisse. Le FMI prévoit ainsi une croissance de 2,6 % pour les États-Unis en 2024 puis 1,9 % en 2025 avec le ralentissement de la consommation.

Dans la zone euro, l'activité semble avoir atteint son niveau le plus bas. Le FMI prévoit ainsi un taux de croissance de 0,9 % et 1,5 % en 2025. Ces prévisions sont conditionnées à une reprise de la consommation en lien avec la hausse des salaires réels ainsi qu'à une hausse des investissements dans le contexte de l'assouplissement progressif des politiques monétaires au cours de l'année 2024.

En France, le PIB augmente de 0,3 % au deuxième trimestre 2024 (après +0,3 % au premier trimestre) selon l'Insee. Cette évolution s'explique principalement par le dynamisme des exportations et un léger rebond de l'investissement. En revanche, la contribution de la consommation des ménages est nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Selon le FMI, l'accord salarial shunto devrait favoriser le redressement de la consommation privée à partir du second semestre.

Enfin, les prévisions de croissance des pays émergents et des pays en développement sont révisées à la hausse. Elles devraient être portées par les taux de croissance de l'Inde et de la Chine, respectivement estimés à 7 % et 5 %.

Sources : FMI, Eurostat, Insee, Banque de France